

L'Arche de Noé

Noyan Tapan

Hebdomadaire

L'ESSENTIEL

Depuis le 4 Mai 1993

#32 (833)

06 Septembre
2010



Prix: 1000 drams

Alliance arméno-russe renouvelée



Le président russe Dmitri Medvedev a rendu une visite d'Etat à Erévan

Voir ci-dessous

L'exploitation de la Centrale d'énergie nucléaire d'Arménie pourrait continuer après 2016

D'après le quotidien Capital

Le 24 août, lors des auditions publiques tenues à la municipalité d'Armavir, Areg Galstian, vice-ministre de l'Energie et des ressources naturelles, a déclaré que la préparation de la plate-forme de la nouvelle unité de production d'énergie était prévue à commencer en 2011, et en cas de solution de tous les problèmes, les travaux de construction sont prévus à commencer en 2012 pour une période de 5 ans.

On peut conclure de cette déclaration que la nouvelle unité de production d'énergie sera exploitée en 2017, tandis qu'en conformité avec les critères techniques la centrale nucléaire de Metsamor pourrait être exploitée jusqu'à 2016. Il

suite à la page 3

Le mois d'août n'a pas été «une saison morte» en Arménie

Par David Petrossian

Le mois d'août achevé ne peut pas être appelé «une saison morte» car le président russe Dmitri Medvedev a effectué une visite d'Etat en Arménie les 19 et 20 août, ensuite un sommet officieux de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective de la CEI s'est tenu les 21 et 22 août. Au début d'août, les médias russes ont diffusé des informations que Moscou menait des pourparlers avec l'Azerbaïdjan pour fournir deux missiles sol-air mobiles S-300 PMU-2 «Favorit». Ces informations, qui n'ont pas été niées par les autorités russes, ont engendré une discussion dans les milieux politiques, journalistiques et d'experts en Arménie. L'Erévan officiel, en la personne de Seyran Ohanian, ministre de la Défense, trouve que la vente des systèmes S-300 à l'Azerbaïdjan ne donnera pas «d'avantage stratégique nécessaire à Bakou» dans le conflit avec Erévan et Stépanakert. Avec cela, le ministre de la Défense a déclaré que l'Arménie va travailler sur la

réalisation du programme d'approvisionnement à long terme aux troupes des armes de systèmes à grande portée et de haute précision (voir à la page 2.)

Le point de vue de la défense est différent. Ils croient que la vente à l'Azerbaïdjan du système antiaérien S-300 permettra d'améliorer le potentiel belliqueux de l'armée azérie et limiter sérieusement la possibilité de l'utilisation des systèmes de missiles de l'armée d'Arménie. Le fait est que les achats massifs avec les pétrodollars par l'Azerbaïdjan des armements lourds et de choc ont mené à ce que l'armée azérie a reçu un certain nombre d'avantages par rapport au côté arménien dans les chars de combat, les systèmes d'artillerie et les avions. Dans cette situation, l'équilibre militaire a été maintenu aux dépens des systèmes de missiles opérationnels tactiques de l'armée arménienne. Jusqu'ici, il a été appelé «arme de dissuasion», car il pourrait être utilisé pour les attaques sur les principales surfaces habitables, de commu-

suite à la page 2

«Les superpuissances» sont d'accord sur le Caucase

Par Haroutiun Khatchatrian

La visite de Dmitri Medvedev en Arménie du 19 au 21 août a probablement été le principal événement de l'année. Sa visite en Arménie a finalement convaincu les observateurs que la Russie tenait (avec le consentement des Etats-Unis) les leviers régionaux de l'influence dans ses mains. Le président russe a signé avec l'Arménie des documents qui méritaient d'être discutés en détail. En bref, ces documents signifient que la Russie aura une présence militaire au Caucase du Sud pour une période jusqu'à un demi-siècle, et avec cela, elle s'appuyera sur l'Arménie avec laquelle elle n'a pas de frontière commune. La Russie assurera également la sécurité d'Arménie dans cette région potentiellement agitée.

Quelques détails de cette visite représenteront pleinement les relations de la Russie et de l'Arménie, ce qui, selon nous, sert d'une preuve additionnelle à ce qu'on a dit.

On a été au courant de la visite de la secrétaire d'Etat Hillary Clinton en Arménie il y avait deux



D. Medvedev rend hommage aux victimes du Génocide arménien

semaines avant sa visite. Quant au président Medvedev, en fin juin des rumeurs ont couru que le président russe visiterait l'Arménie en août, et ensuite le sommet de l'Organisation du Traité de la Sécurité Collective (OTSC) serait tenu en Arménie, une organisation qui prétend au rôle de l'OTAN,

mais parmi les pays de l'ancien URSS. Le mois d'août est arrivé, mais aucune information sur la tenue de tels événements internationaux sérieux. Finalement, le 8 août, le ministère des Affaires étrangères de l'Arménie a annoncé que du 20 au 22 août le sommet

suite à la page 2

En Arménie le mois d'août n'a pas été «une saison morte»

Début à la page 1

nication, terminaux pétroliers, les sites de distribution de gaz, ainsi que les installations militaires en Azerbaïdjan. À la lumière des achats massifs d'armes lourdes par l'Azerbaïdjan l'importance «des armes de dissuasion» a augmenté. En cas de vente à l'Azerbaïdjan du complexe S-300 la possibilité de l'utilisation par le côté arménien «des armes de dissuasion» se limite fortement.

Il est à noter que le ministre de la Défense de la FR A. Serdioukov a fait une déclaration, selon laquelle la partie russe n'avait pas l'intention de donner à l'Arménie le complexe de missiles antiaériens SAM-300 sous forme de leasing. Deux batteries de ce complexe sont déployées sur la 102e base militaire russe et suffisent pour assurer la sécurité de l'Arménie.

Afin de répondre à des questions sur la sécurité de l'Arménie, la Russie a proposé à Erévan officiel :

- prolongation du Traité sur la 102e base russe déployée à Gumri et Erévan pour une période de 25 à 49 ans ;

- extension de la zone de responsabilité de la base. Rappelons qu'en vertu du Traité signé en 1995, la base de facto assure la sécurité d'Arménie aux frontières extérieures de l'ex-URSS, c'est-à-dire sur les frontières de la Turquie et Iran. Or, cette restriction est enlevée.

Il semble que les passions devaient être apaisées, mais cela n'est pas arrivé. Il y a plusieurs raisons, l'essentiel est que le niveau de confiance envers la Russie en Arménie est étroitement lié aux relations entre Moscou et

Bakou et Ankara. Les leaders russes l'appellent de plus en plus souvent des relations «partenaires» et «stratégiques». Cela provoque des associations historiques à Erévan liées aux événements de 1920 où une partie des territoires arméniens historiques a été donné à la Turquie et Azerbaïdjan à la suite d'une série de transactions entre le gouvernement bolchevique russe, dirigé par Vladimir Lénine et le gouvernement turc de Mustafa Kemal Atatürk.

Un autre problème pour l'administration russe consiste non seulement en non popularité parmi la société arménienne de Serge Sargssian (même selon les données officielles de l'élection présidentielle de 2008, près de la moitié des électeurs ont voté «contre» sa candidature), mais le fait que lors du dîner de gala le 19 août en l'honneur du président de la Russie pour une raison quelconque, le deuxième président arménien Robert Kotcharian y assistait. La présence à la place d'honneur de l'ancien président, qui a déposé une plainte devant la Cour pénale internationale à la Haye, et dont le nom est directement lié au carnage parmi la société arménienne au centre d'Erevan le 1er mars 2008, crée de sérieux problèmes pour la perception de bonnes intentions des dirigeants russes en Arménie.

Néanmoins, il convient de noter que pour renforcer ses positions en Arménie, Moscou a habilement

profité de la faiblesse et du faible niveau de légitimité du président Serge Sargssian, toujours soutenu par Washington et Bruxelles. En outre, le Traité sur la prolongation de durée de la base militaire russe et l'extension de la zone de sa responsabilité a été proposé à Erévan officiel après qu'au mois de mai l'OTAN a clairement fait

Traité sur la base militaire russe sur le territoire de la République d'Arménie » doivent clairement comprendre que ces amendements sont en partie le résultat que l'Occident, en la personne du secrétaire général de l'OTAN M. Anders Fogh Rasmussen a fait une déclaration sur la non-intervention en cas de reprise des hostilités dans la zone de conflit.

L'attitude envers la prolongation du Traité sur le statut de la base militaire russe en Arménie et l'extension de la zone de sa responsabilité, ainsi que la vente éventuelle de deux missiles antiaériens S-300 à l'Azerbaïdjan est diverse à Erévan :

- Les partis de la coalition gouvernementale (Parti républicain, «Orinats Yerkir» Pays de droit) et «Bargavatch Hayastan» (Arménie prospère), ainsi que la

FRA Dachnaksoutioun, soutiennent la prolongation du Traité. On doit particulièrement noter le fait que pendant la ratification du Traité en 1997 au Parlement, quelques députés républicains ont voté contre la ratification, même s'ils faisaient partie de la majorité au pouvoir. En même temps les partis faisant une majorité parlementaire soutiennent le point de vue du ministre de la Défense S. Ohanian concernant la vente des missiles antiaériens S-300 à l'Azerbaïdjan ;

- La fraction «Héritage»

(Jarangoutioun) s'est exprimée contre la prolongation des termes du Traité. En outre, ses leaders ont exprimé au parlement des doutes sur l'utilité de la présence d'Arménie à l'OTSC de la CEI, - L'opposition actuelle en la personne du CNA n'a pas fait une déclaration consolidée sur le Traité, mais elle a clairement articulé sa préoccupation sur la vente possible des missiles antiaériens S-300 à l'Azerbaïdjan. Cependant, l'un des partis principaux du CNA en la personne du Mouvement National Arménien (MNA) est peu probable qu'il critique en publique la prolongation du Traité car il a été signé en 1995 par le premier président Lévon Ter-Petrosian et ratifié par la majorité parlementaire où la décision finale appartenait au MNA. La position de Ter-Petrosian sera claire pendant le meeting du CNA le 17 septembre.

En général on peut dire qu'après :

- la prolongation du traité sur le statut des bases militaires russes en Arménie et l'extension de la zone de sa responsabilité,

- la vente éventuelle de deux missiles antiaériens S-300 à l'Azerbaïdjan, une situation militaire - politique pourrait se former où en cas de reprise des hostilités dans la zone de conflit du Haut-Karabagh, les conflits se limiteront seulement par le territoire de l'ancienne région autonome du Haut-Karabagh et par "la zone de sécurité" qui comprend 7 anciennes régions de la RSS d'Azerbaïdjan. Ce dernier est contrôlé par les forces arméniennes (armée de la défense de la République non reconnue du Haut-Karabagh et bénévoles d'Arménie).



Ancien président Robert Kotcharian (à gauche) pendant le dîner de gala arméno-russe

savoir au président Serge Sargssian que cette organisation n'interviendrait pas en cas de reprise des hostilités au Haut-Karabagh et au long du périmètre de la frontière arméno-azérie.

Contrairement aux pays occidentaux, tout en prolongeant le Traité sur le statut de sa base en Arménie et étendant la zone de sa responsabilité, la Russie a assumé la responsabilité de la sécurité de son allié dans la région du Caucase du Sud autour du périmètre de sa frontière. De sorte, toutes les critiques des amendements faits «au

“Les superpuissances” sont d'accord sur le Caucase

Début à la page 1

officieux de l'OTSC serait tenu à Erévan et à la zone de repos du lac Sévan (il est à noter qu'en effet ce sommet s'est achevé le 21 août.) On y pouvait conclure qu'il n'y aurait pas de visite particulière de Dmitri Medvedev en Arménie, que lui aussi, comme les leaders des autres pays de l'OTSC, il visiterait l'Arménie le 20 août, Néanmoins, une information a été brusquement diffusée le 16 août que le 19 août, c'est-à-dire trois jours après la visite de Dmitri Medvedev en Arménie commence. Et pas tout simplement une visite, mais une visite d'Etat, c'est-à-dire une visite de grande importance, une visite qui ne s'effectue que dans les pays amis. Et on a été au courant d'une telle visite seulement trois jours avant son commencement. Il est évident que jusqu'au dernier moment on n'était pas assuré que cette visite aurait lieu (le président russe avait beaucoup de préoccupations, y compris les incendies forestiers de la Russie.) Il est également évident que l'Arménie avait fait de grands efforts pour que le président russe accomplissait cette visite: il suffit de dire que Medvedev est arrivé à Erévan non pas de Moscou, mais du Caucase du Nord, en une petite avion, et parmi les personnes l'ayant accueilli à Erévan était... sa conjointe qui était arrivée plus tôt.

Donc, à en juger de tout cela, la visite d'Etat de Dmitri Medvedev à Erévan le 19 août a eu lieu grâce à la persévérance du côté arménien, c'est-à-dire, personnellement grâce à Serge Sargssian. Cette visite d'Etat était très nécessaire à l'Arménie, au moins, à Serge

Sargssian.

Pourquoi l'Arménie s'était-elle intéressée à cette visite? Il est évident qu'elle a voulu pour que les documents signés en fin de compte voyaient le jour juste maintenant. Ils augmentent non seulement le rôle de la Russie dans la région du Caucase du Sud, mais ils renforcent également la position d'Arménie. Il suffit de rappeler les deux résultats qui découlent de ces documents. Tout d'abord, ils proclament que les engagements de la défense de la Russie en Arménie ne se limitent pas seulement par les frontières de la Turquie et de l'Iran, comme il était avant. De ce fait, l'Azerbaïdjan reçoit encore un facteur retenant ses ambitions d'agression. Deuxièmement, quelques usines en Arménie auront désormais la possibilité de produire conjointement des armements avec les usines russes. Il est possible que de sorte l'Arménie ait la chance de contourner les interdictions que la Géorgie ait établie (après la guerre d'août 2008) concernant les livraisons militaires de la Russie vers l'Arménie. En d'autres termes, ce qu'il sera impossible d'amener de la Russie, sera produit en Arménie.

Comme on a déjà dit, les Etats-Unis ne sont pas disposés à créer des obstacles à tout cela. De sorte, on est parvenu à un accord : la Russie doit assurer de la stabilité au Caucase du Sud, les autres pays du sud se trouvant dans cette région, intéressés au fonctionnement ininterrompu des gazoducs et des oléoducs, ont également besoin de cette stabilité. Tout le monde est content. Et l'Arménie tire profit de cet accord.

L'Arménie « non déroutée » par la vente de missiles russes à l'Azerbaïdjan

Par Armenews

Le ministre de la Défense Nationale Seyran Ohanian a minimisé la signification d'une vente possible de missiles anti-aériens russes à l'Azerbaïdjan, disant qu'elle ne donnera pas «d'avantage stratégique à Bakou» dans le conflit du Nagorno-Karabakh.

Dans une interview exclusive avec le service arménien de RFE/RL, Ohanian a aussi affirmé que suite au nouvel accord de défense signé par Moscou et Erevan la semaine dernière, des troupes russes pourraient ouvertement aider l'Arménie en cas de reprise de la guerre arméno-Azérie.

« Dans le cas où une menace lâchée contre le Nagorno-Karabakh [par l'Azerbaïdjan] devient une menace pour la République d'Arménie, alors je n'ai aucun doute que la Fédération de Russie accomplira ses obligations contractuelles » a-t-il dit.

« L'accord réaffirme le caractère à long terme de l'alliance stratégique de la République d'Arménie et la Fédération de Russie conformément aux exigences de l'environnement de la sécurité et de la situation militaire-politique dans la région » a dit Ohanian.

« Je dois pointer que l'acquisition de systèmes de défense aérienne russes S-300 ne peut pas directement influencer la répartition des forces entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan parce que leur utili-

sation par l'Azerbaïdjan contre les Forces armées arméniennes serait stérile dans tous les scénarios possibles » a-t-il dit. « La raison de cela est simple : nous sommes très familiers avec ces systèmes, nous les avons exploités pendant une longue période de temps et nous connaissons les possibilités de réduire l'efficacité de tels systèmes ».



Le ministre né au Karabakh a semblé se référer à au moins deux batteries de S-300s qui ont été déployé par la Russie sur sa base militaire en Arménie à la fin des années 1990. Les militaires russes ont annoncé au début de 2007 que Moscou avait mis à niveau le potentiel de défense aérien de l'Arménie et ont appris au personnel militaire arménien à faire fonctionner les systèmes de défense aérienne. Les militaires arméniens ont confirmé cela disant que le processus de formation a commencé en 2005.

« Je dois aussi pointer que même en cas d'acquisition de ces systèmes, l'Azerbaïdjan aura besoin de temps pour développer un système intégré radio-technique. Donc je ne pense pas que l'achat de systèmes S-300 donnera le moindre avantage stratégique à l'Azerbaïdjan sur la République d'Arménie » a dit Ohanian.

Il a ajouté que l'affaire des missiles ne nuirait pas donc pas à l'alliance militaire russo-arménienne. « Nous sommes des partenaires stratégiques, nous faisons partie du même système militaire-politique, notre coopération est tout à fait proche et il y a de l'empressement des deux côtés pour une aide mutuelle sur la moindre question de sécurité » a-t-il dit.

Seyran Ohanian n'a pas précisé quel genre de nouvelles armes Moscou a promis de fournir à Erevan dans le cadre du nouveau pacte russo-arménien. « Pour des raisons compréhensibles à nous tous, ce choix contient un certain degré de secret militaire » a-t-il dit à RFE/RL. « Mais les promesses et les dispositions contenues dans l'accord sont valables et seront mis en pratique ».

Le ministre de la Défense Nationale a réaffirmé les plans de son gouvernement d'obtenir de nouvelles armes à long portée dans les prochaines années.

Elles permettront de viser « les équipements stratégiques » des voisins hostiles de l'Arménie, a-t-il dit sans plus d'élaboration.

La Centrale d'énergie nucléaire d'Arménie pourrait être exploitée avant termes

Début à la page 1

résulte qu'au moins pendant un an l'Arménie doit satisfaire 45% environ de la demande de l'énergie avec l'énergie coûteuse des centrales thermiques d'Erévan et de Hrazdan ou importée, ou bien elle sera forcée de continuer l'exploitation de la CENA. Armen Movsisian, ministre de l'énergie, n'a pas exclu cette dernière version («Capital», No 192, 17.10.2009).

...

Les spécialistes ont également conclu que si la nouvelle unité de production d'énergie ne satisfait que la demande intérieure d'Arménie, donc en 2017 la centrale à 1060 MW va fonctionner avec un coefficient de puissance beaucoup moins bas de 90% («Capital», No 160, 25.09.2008).

Par l'accord arméno-russe la société «Rosatom» a fait un devoir au côté arménien d'acquiescer de «Metsamorénergatome» toute l'énergie qui va être produite par la nouvelle unité de production d'énergie avec de telles conditions qui assureront pendant 20 ans le rendement entier des investissements requis pour sa construction. Le directeur général de «Rosatome» Sergei Kirienko a déclaré à Erévan que la Russie pourrait financer de plus de 20% des travaux de construction. Et «Metsamorénergatome» créé pour les travaux de construction va

assurer au moins 40% des investissements, les autres 60% sont prévus d'introduire des autres investisseurs.

Si on prend en compte que



l'Arménie. Cela signifie qu'Erévan prend tous les risques. Il est à noter que seulement le réacteur à eau russe coûte 1,5 milliards de dollars environ.

Où sera-t-elle réalisée l'énergie ?

Il y a du déficit énergétique dans la région. On suppose qu'en perspective afin de satisfaire la demande intérieure toujours croissante l'Iran, la Géorgie et la Turquie sont forcés d'importer plus d'énergie. Dans ce contexte l'Arménie sera l'unique pays dans la région à avoir du potentiel de l'exportation de l'énergie. Si en cas de deux premiers pays il existe déjà une coopération approuvée, donc dans la circonstance

selon les estimations préliminaires, un investissement de 4 à 5 milliards de dollars est nécessaire pour la nouvelle unité de production d'énergie, donc il résulte que le côté russe investira 1 milliard de dollars environ. Au fond, «Rosatome» acquerra avec ses propres investissements le réacteur énergétique produit par lui-même, avec l'installation du projet CEA - 92 dont la puissance est de 1060 MW, et pour une période d'exploitation de 60 ans.

Il est à noter que bien que «Metsamorénergatome» soit une société arméno-russe, et la filiale «Atomstroyexport» de «Rosatome» soit l'entrepreneur principal de l'unité, cependant l'assurance du rendement des investissements tombent sur

de la Turquie la coopération dépendra des événements politiques.

Il n'est pas exclu qu'à l'avenir on exportera de l'énergie électrique vers la Russie. Le vice-ministre Areg Galstian a annoncé qu'il était prévu de rétablir les travaux synchrones des systèmes énergétiques d'Arménie et de Russie. Il indiqua que des travaux autour du rétablissement du système sont actuellement menés avec la Russie et la Géorgie. Un certain nombre de documents sont déjà discutés et préparés. Cependant, le vice-ministre a eu de la difficulté d'indiquer quand le travail synchrone des systèmes d'énergie sont possible de rétablir. Il a exprimé l'espoir que déjà l'année prochaine les travaux principaux seraient achevés. Capital le 26 août

Un conseil scientifico-technique auprès du gouvernement a été créé

Par Haroutiun Khatchatrian

La première séance du soi-disant Conseil scientifico-technique s'est tenue le 25 août au gouvernement, a informé Samvel Haroutiunian, chef du Conseil d'Etat des Sciences du ministère de l'Education et des Sciences de la République d'Arménie, au correspondant de Noyan Tapan.

M. Haroutiunian a annoncé que le Conseil scientifico-technique avait été fondé le 7 avril 2010 par le décret du premier ministre de la RA. Le Conseil a pour objectif de contribuer à l'application des méthodes novatrices dans l'économie de la RA, ainsi qu'à l'augmentation de l'efficacité des normes juridiques adoptées dans ce domaine. Le Conseil a également le problème de contribuer à la formation des critères principaux de l'étude de nouveaux projets du complexe de l'industrie militaire et de l'agriculture. L'une des missions importantes du Conseil est l'assurance de la possibilité de la coopération interministérielle.

Selon Samvel Haroutiunian, le fait que plusieurs propositions scientifiques ayant une perspective de la commercialisation ont été présentées au gouvernement, a servi de base pour la création du Conseil.

Le président du Conseil est le premier ministre. Des fonction-

naires du gouvernement, ainsi que des spécialistes de divers domaines sont introduits dans le Conseil. Les fonctionnaires sont trois : ministre de l'Economie Nerses Yeritsian, ministre de l'Energie et des ressources naturelles Armen Martirosian et chef du Conseil d'Etat des sciences Samvel Haroutiunian. Des membres du Conseil sont également Ter-

naire du Conseil sont également l'économiste Manouk Hergnian (directeur du centre de recherches «Economie et valeurs»), Garegin Tchoukaszian, spécialiste des technologies de l'information, Daniel Petrossian, prorecteur de l'Université d'Etat Agraire d'Arménie, et Hovik Mousaélian, directeur de la SA «Synopsis Armenia».

Comme l'a annoncé Samvel Haroutiunian, selon le schéma approuvé pendant la première séance du Conseil, le Conseil d'Etat des Sciences se présentera en tant que secrétariat du Conseil scientifico-technique, c'est-à-dire il collectera les propositions soumises au Conseil, organisera une expertise (chaque projet passera deux expertises, scientifique et économique). Les projets à perspectives économiques seront soumis au Conseil scientifico-technique. Ce dernier présentera sa décision au premier ministre.

Afin d'organiser l'expertise, le Conseil scientifico-technique demandera de l'aide aux experts. Samvel Haroutiunian a annoncé que le Conseil scientifico-technique avait déjà 1250 noms d'experts environ auxquels il pouvait s'adresser.

Selon Samvel Haroutiunian, le Conseil scientifico-technique possède également l'autorisation de réaliser une consultation sur les perspectives de développement de la science en Arménie.



Samvel Haroutiunian

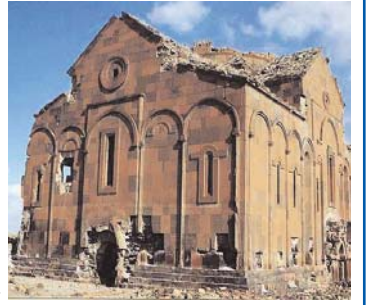
Poghossian, conseiller du premier ministre, Karen Karapétian, président de l'organisation «Association des technologies de transfert», Michael Abovyan, directeur de l'Institut de la Science des matériaux, Gagik Hasratian, directeur de l'Institut de la Chimie organique de l'ANS. M Babayan, directeur exécutif de l'usine «Neurone» est le responsable pour le complexe de l'industrie militaire. Des membres



"Ani-Tour"

L'agence de voyage historico-culturelle "Anitour" organise les tours suivants du Mai au Octobre.

- Tour de 3 jours - Ani, Ardahan, lac Chldr.
- Tour de 7 jours vers les capitales historiques d'Arménie: Kars, Ani, Van, Tigranakert
- Tour de 10 jours vers l'Iran (Tavriz, Urmia, Salmast, Eglise Tade, Maku). Arménie occidentale (Van, Much, Erzroum, Kars, Ani, Tbilisi).
- Tour de 15 jours vers l'Arménie occidentale (Ani, Kars, Van, Tigranakert), Cilicie (Hromgla, Mont Nemrout, Ayntap, Mousaler, Adana, Sis, Anarzaba, Korikos, Kharberd, Erzrum), Chypre.



Tour spécial:

Montée vers le sommet de l'Ararat biblique / 7 jours /

Pour plus d'informations, vous pouvez contacter: 519226, 094203206, 091203206

Ou visiter Isaakyan 28, first floor, room 20
Site Web: www.anitour.org, E-mail info@anitour.org

Ne manquez pas cette opportunité exclusive et réalisez vos rêves.

A PARIS

A LOUER
QUARTIER CHAMPS-ELYSEES
STUDIOS MEUBLES

Location par mois

écrire YEZEGUELIAN - 34 avenue des
Champs-Elysées - Paris 75008
mail: Gerancia34@wanadoo.fr
Tel.: 00-331-43596519



Aucun Français n'est seul à l'étranger



Inscrivez-vous à l'Union des Français d'ARMÉNIE!
Votez pour nos sénateurs!
Nombreux avantages-conseils, assurances maladie!

BP 7 - EREVAN 0010
Email: contact@ufe-am.com
Tél: 091 512606 - 093 630621
www.ufe-am.com

FÉDÉRATION FRANCO-ARMÉNIENNE DES PROFESSIONS JURIDIQUES

Patrick Arapian
Reymond Yézéguelian



ԻՐԱՆԱԳԻՏԱԿԱԼ ԵՐԿԵՏՆԵՐՈՒ
ՅԻՐԱՆ-ՔԵՆՏՐՈՆԻԿԱԿԱԼ
ԳՎԵՆԱԿՑՈՒԹԻՒՆ

ՓԵՐՏԻԷ ԵՐԱՊԻԵԼԸ
ՌԵՄՈՆ ԵՅԵԳԵԼԻԱՆ

mail: 105624.430@compuserve.com



Բաժանորդագրույցը ՆՈՐ ՀԱՐԱՏՉ-ին. Ֆրանսա հրատարակողը հայաստան երկրորդ քննարկ:
Abonnez-vous à NOR HARATCH, trihebdomadaire en langue arménienne publié en France.
abonnements@norharatch.com • 77, rue La Fayette, 75009 Paris • contact@norharatch.com

La production de l'industrie chimique en hausse de 9,8% entre janvier et juin 2010

Par Armenews

La production de l'industrie chimique en Arménie a grimpé de 9,8 % sur les six premiers mois de cette année comparé à 2009 et s'est élevée à 4,893 milliards de drams fin juin a annoncé le Service National des Statistiques.

Des produits chimiques valant 6,518 milliards de drams ont été vendus dans le pays au cours de la période mentionnée.

Selon le rapport la production de plastique a grimpé de 21,9 % à 4496,6 tonnes.

Environ 4984,5 tonnes de vernis et de peintures ont été produites entre janvier et juin 2010 soit 15,7 % de plus par rapport à 2009.

La production de détergents a grimpé de 22 % à 1216,6 tonnes.

La production de caoutchouc synthétique a doublé à 1083 tonnes.

Turquie : un référendum "poudre aux yeux"

Haldun Gulalp

ISTANBUL – Le 12 septembre, les Turcs se prononceront par référendum sur des amendements à la Constitution que propose le Parti pour la justice et le développement (AKP) qui est au pouvoir depuis huit ans. Comme le scrutin tombe le jour du 30^e anniversaire du coup d'État militaire de 1980, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan présente le vote comme l'occasion de se débarrasser de l'héritage du régime militaire. Depuis le coup, la Constitution turque a été amendée à de multiples reprises. Mais son essence antidémocratique reste intacte - et malheureusement ce ne sont pas ces amendements qui changeront cette situation.

La plupart des amendements précédents reposaient sur des accords entre le parti au pouvoir et l'opposition et n'ont pas été soumis à référendum. Cette fois l'AKP a agi seul et a difficilement réussi à trouver dans ses propres rangs la majorité voulue pour ce référendum. Loin d'être l'occasion de la condamnation du coup d'État par le peuple, le référendum marque l'échec de l'AKP à rassembler autour de ses projets.

Avec les élections générales qui auront lieu l'année prochaine, la société civile aurait préféré que priorité soit donnée à l'abaissement du seuil électoral de 10% de voix nécessaires pour qu'un parti puisse entrer au Parlement, ce qui élargirait la participation politique. Le nouveau Parlement travaillera alors sur la réforme constitutionnelle.

Mais c'était hors de question, car l'AKP a bénéficié de la réglementation mise en place pour les élections générales de 2002 et 2007. Dans les deux cas, cela s'est traduit par la présence exclusive de grands partis largement majoritaires au Parlement, faisant fi de la diversité de l'expression populaire.

En 2007, ayant subi les menaces d'un coup d'État militaire juste avant les élections, le gouvernement de l'AKP avait semblé favorable à une réforme constitutionnelle. Un groupe d'universitaires distingués devait proposer un projet. Mais avant qu'un débat public n'ait été entamé, l'AKP a décidé d'amender seulement deux articles de la Constitution pour que les étudiantes aient le droit de

porter le foulard islamique sur le campus.

Ces amendements ont été adoptés par le Parlement, mais ils ont ensuite été annulés par le Conseil constitutionnel. Le Conseil a par ailleurs jugé que le soutien de l'AKP en faveur de ces amendements violait la Constitution laïque de la Turquie. Il a déclaré l'AKP coupable et l'a condamné à une amende. Pour l'AKP, le Conseil constitutionnel et l'appareil judiciaire dans son ensemble avaient remplacé l'armée en tant que dernier bastion de l'establishment laïque du pays.

L'AKP a alors proposé un ensemble d'amendements à la Constitution pour modifier la composition du Conseil constitutionnel et du Conseil suprême des juges et des procureurs, l'organe qui décide de la nomination et de la promotion de ces derniers. Il a ajouté d'autres changements à titre de façade démocratique. En réalité, l'AKP a voulu soumettre l'ensemble des amendements à un vote unique, malgré les appels réitérés d'éléments de la société civile et des partis d'opposition demandant à ce que chaque amendement donne lieu à un vote séparé.

Un nouvel amendement "démocratique" crée la fonction de médiateur - une demande de longue date par l'UE - mais dont l'autonomie ne serait pas garantie. De la même manière, une clause sur la discrimination positive en faveur des femmes n'apporte pas de grands changements par rapport à ce qui figure déjà dans la Constitution. Les fonctionnaires auraient le droit de s'engager dans des négociations collectives, mais ne disposeraient pas du droit de grève. Par contre, l'autorité des tribunaux militaires serait réduite dans une certaine mesure.

Mais le plus important est la proposition d'abrogation de l'article transitoire 15 de la Constitution qui accorde l'immunité à tous les acteurs du régime militaire établi par le coup d'État de 1980. Cette proposition est purement symbolique, car des obstacles juridiques rendent difficile toute procédure judiciaire à ce sujet. Les dirigeants de l'AKP ont rejeté les propositions de l'opposition visant à renforcer cet amendement.

Voilà pour les apparences. Les seuls amendements qui intéressent

vraiment l'AKP visent à augmenter le nombre de sièges au sein du Conseil constitutionnel et du Conseil suprême, sans guère toucher au mode de désignation des membres de ces organes. Le président (élu directement depuis l'adoption d'un autre amendement à l'initiative de l'AKP approuvé par référendum en 2007) conserve un rôle prédominant, ce qui montre que ce parti pense continuer à contrôler la présidence dans les années à venir.

Mais les électeurs turcs s'intéressent moins à ces amendements qu'à leur emploi, à la sécurité sociale et aux victimes de la guerre sans fin contre les rebelles du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan. L'AKP a épuisé tout le capital de sympathie qui l'a porté au pouvoir du fait de l'écoeurément de la population face à la corruption généralisée de la vieille élite politique. Mais il a maintenant créé sa propre élite et partage la même culture politique. Lors du référendum, les gens se décideront non en fonction du contenu des amendements, mais de leur appréciation de l'AKP après huit ans au pouvoir.

La droite nationaliste et les groupes étatistes de centre-gauche font campagne contre les amendements. Les groupes de tendance islamistes les soutiennent, et les Kurdes ne voulant soutenir ni l'establishment laïque ni le gouvernement appellent au boycott du référendum. Enfin, les socialistes et la gauche libérale sont divisés, les uns estimant qu'il vaut des progrès minimes que rien du tout, tandis que les autres pensent qu'une réforme constitutionnelle aussi timide pourrait empêcher une véritable réforme.

Avec une campagne qui traîne depuis des mois, le référendum a entièrement polarisé la vie politique de la Turquie. Quel qu'en soit le résultat, cette polarisation n'est sans doute pas prête de disparaître.

Haldun Gulalp est professeur de science politique et directeur du Center for Global Studies de l'université technique de Yildiz à Istanbul.

Copyright: Project Syndicate, 2010.
www.project-syndicate.org
Traduit de l'anglais par
Patrice Horovitz

Michel Platini décoré par Serge Sargssian

Par Armenews

Michel Platini, légende du football français à la tête de l'UEFA, a reçu un prix d'Etat arménien et a

la formation d'un millier de jeunes footballeurs. L'UEFA a financé les deux tiers des 12 millions de dollars mobilisés pour sa construction.



Le service de presse du président arménien a déclaré que le président de l'UEFA a été honoré d'avoir "grandement contribué au développement du football pour les jeunes" dans le pays.

Platini a indiqué lors de la conférence de presse qui a suivi l'inauguration que cette assistance se poursuivra dans les années à venir.

Les travaux ont débuté à Erévan en 2007, peu de temps après l'élection de Platini à la tête de l'UEFA. La Fédération de football arménienne (FFA) avait soutenu sa candidature.

Platini a refusé de démentir les informations selon lesquelles il briguerait le poste de président du conseil d'administration de la FIFA. La FFA a réitéré son soutien si cette candidature s'avérait.

promis de soutenir la Fédération de football arménienne au cours d'une visite à Erévan, mercredi 1er septembre.

Le président Serge Sargssian a décerné à Platini la Médaille d'honneur lors de l'inauguration de l'Académie du football dans la capitale arménienne.

L'académie dispose de cinq terrains qui pourront être utilisés pour

ERKIR NAIRI
Agence de Voyage
Voyages commandes et paquets touristiques
Pour des voyageurs et groupes indépendants



Voyages d'un jour

| | Hrs | Drams |
|---|-----|--------|
| 1. Khor Virap, Noravank /dégustation de vins/ | 8 | 8 000 |
| M. Garni, Geghard | 5 | 5 000 |
| M. Sevan, Dilijan, Haghartsin, Goshavank | 8 | 9 000 |
| J. Amberd, Aragats, Lac Kari, Parc de Lettres | 8 | 8 000 |
| V. Tsakhkadzor, Sevan Peninsula, Sevanavank | 8 | 7 000 |
| S. Haghpat, Sanahin UNESCO Heritage Monuments | 10 | 9 000 |
| D. Lac Sevan, Hayravank, Selim, Noravank | 10 | 10 000 |

Week-end Voyages

| | Drams |
|---|--------|
| 3 jours/ 2 nuits Karabagh | 65 000 |
| 2 jours/ 1 nuit Tatev, Goris, Sisian, Karahouge | 40 000 |
| 2 jours/ 1 nuit Haghpat, Sanahin, Odzun | 40 000 |

- Paquets en Arménie, Karabagh, Arménie historique, Géorgie, Iran...
- Voyages d'un jour • Voyages Individuels • Réservation d'hôtel
- Voyages à pied • Billets d'avion • Location autobus et minivan
- Voyages culturels • Camping • Guide-interprète

#1 Tamanyan /Cascade/, Yerevan,
Tel: (1374 10) 582339, 586118
info@erkirnairi.am, www.erkirnairi.am

ERKIR NAIRI
MUSKOVYAN

ATTENTION

Territoire à vendre, ayant une meilleure position à Erévan, l'entrée de la rue Sayat Nova. Une vue vers Opéra. Le territoire est au premier étage, le plafond est de 4,5 mètres. A l'intérieur il y a la possibilité de construire une deuxième étage. Il y a aussi un sous-sol. Le territoire du premier étage est de 125 mètres carrés, celui du sous-sol est de 25 mètres carrés. A vendre entièrement ou partiellement, 62 mètres carrés.

Tél. 094-366-989, 055-09-64-61.

L'université franco-arménienne accusée de licenciements abusifs

Par Armenews

L'administration de l'université franco-arménienne d'Erevan a défendu, mardi 31 août, la légalité des récents licenciements massifs de ses employés arméniens.

L'établissement a renvoyé 29 professeurs et chargés de cours, depuis début juillet.

Plusieurs professeurs ont affirmé que ces décisions sont sans fondement et illégales. Quatorze d'entre eux ont engagé des poursuites, la semaine dernière, afin d'être réintégrés à leurs postes.

« Nous avons mis fin aux contrats de certains de nos professeurs qui arrivaient à échéance », a expliqué la présidente de l'université, Joëlle Le Morzellec. Elle a avancé que certains d'entre eux « ne satisfont pas aux conditions

nécessaires d'enseignement ».

Les plaignants ont rejeté ces allégations lors d'une conférence de presse distincte, plus tard dans la journée. « Nous n'avons jamais fait l'objet de mesures disciplinaires, que ce soit verbalement ou par écrit », a déclaré Narine Kokhtieva, professeur de langue française.

« S'ils avaient eu la décence de nous appeler et de nous dire : "Nous ne voulons plus travailler avec vous", alors nous aurions signé tous les documents pour partir. Mais ils ne nous ont pas traité comme des êtres humains », a-t-elle déploré.

Kokhtieva et d'autres professeurs ont avancé qu'ils avaient signé des contrats de travail d'une durée d'un an en 2007, et qu'ils avaient poursuivi leur activité à l'université après son terme. Ils ont fait

valoir que le code de travail de l'Arménie permet aux employés de conserver leur emploi sans limitation de durée dans de telles situations.

Vagharshak Meyroyan, directeur de l'administration et des finances de l'université a cependant insisté sur le fait que ces contrats ont été reconduits pour un an en 2008 et qu'il ne s'agissait pas de contrats à durée indéterminée. Les professeurs nient ces affirmations.

En plus de poursuivre l'université, mise en place par les gouvernements arménien et en français en 2003, ils ont déposé plainte auprès de l'ambassade de France à Erevan, du ministère de l'Education arménien, de l'Inspecteur d'État du travail Artur Baghdassarian et du président du conseil d'administration de l'université.

Noah's Ark
Noyan Tapan
L'ESSENTIEL
Hebdomadaire
Depuis le 4 Mai 1993, Erevan, Arménie

Directeur Général: Tigran Haroutiunian
Rédacteur en chef: Haroutiun Khachatryan
Traductrice: Nona Petrossian
Directeur de Publication: Marina Haroutiunyan
Mise en Forme: Hayk Hovhannissian

Editeur: Noyan Tapan SARRL
N°28 Rue Isahakian, Erevan, 0009
République d'Arménie
Date et N° de Régistre:
15.12.1995; 273.110.00512
Tirage: 1000 copies
Tel:(37410) 56-59-65, Fax:(37410) 52-43-18
E-mail: contact@nt.am
URL: www.nt.am

L'édition Française de Noyan Tapan L'essentiel est sponsorisée par Mr. Raymond Yézuéguian.